

Gastforum

Nein zu weiteren Beschränkungen der Luftfahrt

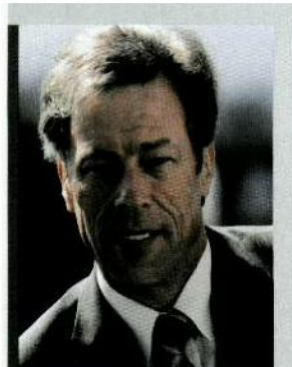
→ In Zürich wird demnächst über die Plafonierungsinitiative und den Gegenvorschlag dazu abgestimmt. Für die stimmberechtigten Luftraumbenützer der General Aviation stellt sich die Frage, welche Haltung sie zu dieser Vorlage einnehmen sollen. Das Volksbegehren will eine Ausdehnung der Nachtflugsperrre von heute 5,5 auf 9 Stunden und eine Begrenzung auf 250 000 Bewegungen pro Jahr. Mit dem Gegenvorschlag soll die Zahl der durch den Fluglärm stark gestörten Personen begrenzt werden.

Die Umsetzung der Initiativziele wäre von nationaler Bedeutung, weil dies das Ende des Hubs Zürich und der SWISS in ihrer heutigen Form bedeuten würde. Beim Gegenvorschlag ist der Wechsel vom Bewegungsplafond hin zur Lärmbetroffenheit grundsätzlich zu begrüssen. Leider führt aber der uneingeschränkte Siedlungsdruck rund um den Flughafen zu einer Zunahme der lärm-betroffenen Personen und damit indirekt auch zu einer Begrenzung bei weniger als 300 000 Bewegungen.

Eine Annahme der Vorlage(n) hätte zur Folge, dass sich der Regierungsrat des Kantons Zürich beim Bundesrat für die Umsetzung der Initiativziele einzusetzen hätte. Obwohl die Luftfahrt Bundessache ist und beide Vorlagen deswegen keine unmittelbaren Auswirkungen hätten, wäre mit einer weiteren Verschärfung der heutigen Beschränkungen auf dem Flughafen Zürich zu rechnen. Dadurch würde der Druck auf die General Aviation weiter zunehmen, sehen doch die Initianten bei einer Plafonierung die Wachstumsreserven

für den Linienverkehr bei einer Einschränkung oder gar Eliminierung der Business- und Privatfliegerei in Zürich-Kloten. Das dürfen wir nicht zulassen.

Es liegt nun an den Stimmberechtigten des Flughafen-Kantons Zürich, sich mit dem Stimmzettel mit aller Entschiedenheit gegen weitere Beschränkungen zum Nachteil der Luftfahrt zu wehren.



PAUL KURRUS

Präsident Aerosuisse
Président d'Aérosuisse



Forum d'hôtes

Non à des restrictions supplémentaires pour l'aviation

→ **Un scrutin se tiendra** prochainement à Zurich sur l'initiative de plafonnement, et sur la contre-proposition connexe. Pour les usagers de l'espace aérien œuvrant dans l'aviation générale et habilités à voter, la question se pose de l'attitude à adopter vis-à-vis de ce projet de loi. Selon la volonté populaire, il faudrait une extension de l'interdiction des vols de nuit (qui passerait de 5,5 heures aujourd'hui à 9 heures) et une limitation à 250 000 mouvements par an. La contre-proposition prévoit de réduire le nombre de personnes fortement incommodées par les émissions sonores.

La mise en œuvre des objectifs de l'initiative revêtirait une importance nationale, dans la mesure où elle signifierait la fin du hub de Zurich, ainsi que de SWISS dans sa forme actuelle. Pour ce qui est de la contre-proposition, un bon accueil de principe peut être fait à l'idée de s'attacher aux nuisances sonores plutôt qu'à un plafond des mouvements. Mais hélas, la pression immobilière ininterrompue autour de l'aéroport entraîne un accroissement du nombre de personnes gênées par le bruit, avec pour effet indirect, également, une limitation à moins de 300 000 mouvements.

Une acceptation du/des projet(s) de loi aurait pour conséquence que le Conseil d'Etat du canton de Zurich devrait s'impliquer auprès du Conseil fédéral pour la mise en œuvre des objectifs de l'initiative. Bien que l'aviation soit globalement du ressort de la Confédération, et que par conséquent, les deux projets de loi n'auraient pas de répercussions immédiates, on pourrait quant même tabler sur un nouveau durcissement des restrictions présentes sur l'aéroport de Zurich. Il en résulterait une poursuite de la pression sur l'aviation générale, puisque les initiateurs, en cas de plafonnement, voient la possibilité de réserves de croissance pour le trafic de lignes dans une limitation, ou même une élimination, de l'aviation d'affaires et privée à Zurich-Kloten. Une perspective que nous ne saurions admettre.

C'est aux votants de ce canton aéroportuaire qu'est Zurich qu'il incombe maintenant de s'opposer avec la détermination voulue, par leur bulletin de vote, à toutes autres restrictions qui porteraient préjudice à l'aviation.